



Marie Arena

Le 15 Février 2017

Eurodéputée PS (Groupe S&D)

### **Vote du CETA au parlement européen ou le vote d'un chat dans un sac!**

Ce 15 février marque une étape importante dans la vie du Traité de libre-échange avec le Canada (CETA) puisque le Parlement européen votera sa ratification, et avec celle-ci son entrée en vigueur provisoire dans les semaines suivant ce vote.

Si depuis plus de deux ans, les lobby des multinationales et les plus purs libéraux vantent ses mérites, on ne peut que constater qu'il est loin de faire l'unanimité auprès de ceux qui n'acceptent pas un commerce basé uniquement sur le profit. Pour preuve, une pétition rassemblant pas moins de 3.5 millions de signatures déposée lundi dernier aux portes du Parlement.

Depuis ses débuts, le CETA est vivement critiqué pour être un accord déséquilibré en faveur des multinationales et au détriment des défis de notre siècle, notamment la lutte contre le changement climatique, les droits sociaux et environnementaux, la lutte contre l'évasion fiscale ou, de manière plus générale, la poursuite des objectifs de développement durable.

La pression de la société civile, mais également le travail politique mené par les socialistes au sein du parlement a permis de sortir le traité des zones d'ombre des négociations et d'expliquer ses enjeux auprès de la population.

Aujourd'hui, malgré cette importante mobilisation citoyenne, la montée des populismes et du protectionnisme sont les nouveaux arguments clés pour continuer à prôner la pensée unique de l'ultralibéralisme effréné comme seule source de croissance pour l'Europe.

**«Au lieu de courir comme une poule sans tête face au protectionnisme de Trump, l'Europe doit se positionner comme une Europe de valeurs sociales qui propose des échanges basés sur les besoins et le respect des citoyens, des emplois décents et le bien-être de la population»,** explique la Députée Marie Arena, en charge du commerce.

**"Des alternatives à l'ultralibéralisme et au protectionnisme sont possibles. Il faut du commerce mais du commerce juste qui améliore les conditions de vie des citoyens et qui augmente les standards. Le CETA est un accord ultralibéral qui place les multinationales au-dessus de tout et qui donne énormément aux investisseurs et peu aux autres. Selon moi, la libre concurrence a atteint ses limites. L'Europe doit ouvrir la voie à un nouveau mode de fonctionnement commercial»,** ajoute Marie Arena.

Ce qui se joue aujourd'hui est donc essentiel car, malgré certaines améliorations, notamment grâce aux Wallons, le CETA reste insatisfaisant. L'accord actuel est toujours caractérisé par des tribunaux d'arbitrage pour les investisseurs étrangers qui seront les seuls à pouvoir porter plainte contre un Etat, l'absence de normes sociales et

environnementales, la libéralisation des services par défaut ou encore la coopération réglementaire.

Si le CETA est voté ce 15 Février au Parlement européen, les États auront deux ans pour le ratifier.

\*\*\*\*\*

**Contact pour la presse :**

**Vasanth Fagard : 0478.956.403**

**[vasantha.fagard@europarl.europa.eu](mailto:vasantha.fagard@europarl.europa.eu)**